

Dossier d'autorisation d'urbanisme

0524562300001

Saint-Urbain-Maconcourt - Haute-Marne

Type

Permis de demolir

État

Autorisé

Autorisation

24/01/2023

Surface créée

-

Surface démolie

-

Logements créés

-

Consulter la fiche actualisée

Scannez le QR code pour ouvrir la fiche publique du permis sur RegistreDesPermis.fr.



Export généré le 07/08/2026 à 23:51 depuis RegistreDesPermis.fr.

Les informations proviennent de données publiques importées et retraitées. Elles doivent être vérifiées auprès des sources administratives officielles avant toute décision engageante.

Synthèse du dossier

Référence	0524562300001
Type	Permis de demolir
État d'avancement	Autorisé
Nature du projet	-
Destination	-
Demandeur	OPH DE LA HAUTE-MARNE
SIREN / SIRET	403891997 / 40389199700013

Dates du dossier

Dépôt	01/01/2023
Autorisation	24/01/2023
Décision	24/01/2023
Ouverture chantier	-
Achèvement travaux	-
Prise en compte autorisation	2023-01
Prise en compte ouverture chantier	-
Dernière mise à jour Sitadel	202301

Localisation

Adresse	2 ROUTE DE JOINVILLE SAINT-URBAIN-MACONCOURT 52300
Commune	Saint-Urbain-Maconcourt (52456)
Département	Haute-Marne (52)
Région	Grand Est (44)
Code postal	52300
Parcelles cadastrales	ZE 179

Surfaces par destination

Destination	Avant	Créée	Démolie	Transformée	Issue transfo.
-------------	-------	-------	---------	-------------	----------------

Logements

Total créés	-	Individuels créés	-
Collectifs créés	-	Démolis	-
1 pièce créé	-	2 pièces créés	-
3 pièces créés	-	4 pièces créés	-
5 pièces créés	-	6 pièces et plus créés	-
Logements sociaux	-	Logements PTZ	-

Codes métier et interventions

Type de dossier source	-
Statut source	Autorisé
Nature déclarée	-
Nature complétée	-
Destination principale	-
Zone opérationnelle	Hors zone ou non renseigné
Type principal logements créés	-
Type de transformation	-
Piscine	-
Garage	-
Extension	-
Surélévation	-

Source

Jeu de données	data.gouv.fr
Ressource	8f73cf2d-7bc4-4b5a-b912-718d6991f0a0
Première importation	19/05/2026 10:01
Dernière observation	19/05/2026 10:01

Propriétaires et sociétés liées

Société / personne	SIREN	Lien identifié
OPH DE LA HAUTE-MARNE (HAMARIS)	403891997	Société du permis
KPMG	775726417	Commissaire aux comptes titulaire
AXEL JEAN BERNARD REBAUDIERES	-	Administrateur
BEATRICE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Administrateur
PIERRE PLANCHON	-	Administrateur
VALENTIN JEAN-JULES RYNGAERT	-	Administrateur
MARC PIERRE ANTOINE SAMPSONIS	-	Administrateurs représentant les salariés
AMADOU SQUARE	-	Commissaire aux comptes suppléant
JEAN-MARIE IDELON-RITON	-	Commissaire aux comptes titulaire
MARIE LENAICK ANNE AMELIE GUILLEMOT	-	Président du conseil d'administration et directeur général
SALUSTRO REYDEL	652044371	Commissaire aux comptes suppléant
BEATRICE ANNE DE BLAUWE (GRANCHET)	-	Président du conseil d'administration
ANDRE MARCEL NOIROT	-	Administrateur
ANNE CARDINAL	-	Administrateur
ANNE-MARIE BERNADETTE GABRIELLE GORSE (LESPRIT)	-	Administrateur
DAMIEN BERNARD THIERIOT	-	Administrateur
DANIEL CARRARD	-	Administrateur
DENIS YVES GILLES FAHY	-	Administrateur
DOMINIQUE JEAN MICHEL MERCIER	-	Administrateur
DOMINIQUE THIEBAUD	-	Administrateur
FRANCOIS ROBIN	-	Administrateur
JEAN PIERRE BRUNSEaux	-	Administrateur
JEAN-JACQUES BAYER	-	Administrateur
MANUEL JESUS FRANCOIS HUGUES GALLAND	-	Administrateur
MARIE-NOELLE PAULE LUCIENNE HUBERT (CONSIGNY)	-	Administrateur
MICHEL HENRI AUGUSTE ANDRE	-	Administrateur
MICHEL HUARD	-	Administrateur
MICHELLE COLLARD	-	Administrateur
NICOLE RAYMONDE MIRON	-	Administrateur
OLIVIER MAURICE MOISE GIRARDOT	-	Administrateur

SERGE BURTE	-	Administrateur
SOPHIE NATACHA EDITH DELONG (URBAIN)	-	Administrateur

Les données affichées proviennent des sociétés, relations et dirigeants déjà synchronisés en base locale. Les pourcentages de détention ne sont pas disponibles dans l'API publique utilisée.

Avertissement sur les données

Cet export est un document de consultation généré par RegistreDesPermis.fr à partir de données publiques d'urbanisme importées, normalisées et mises en forme.

Malgré les contrôles réalisés, certaines informations peuvent être absentes, incomplètes, mal codées dans la source, modifiées après import ou interprétées différemment par l'administration compétente.

Les dates, surfaces, logements, demandeurs, références cadastrales, coordonnées et sociétés liées sont fournis à titre informatif. Ils ne remplacent pas les arrêtés, dossiers administratifs, plans, actes notariés, informations cadastrales officielles ou consultations auprès de la mairie compétente.

Avant toute décision opérationnelle, juridique, commerciale ou financière, il convient de vérifier les informations auprès des sources officielles et, si nécessaire, auprès d'un professionnel qualifié.